



ECONOMIE DE GUERRE ! (E. Macron, le 13 juin 2022)

Lors de l'inauguration du salon de l'armement Eurosatory, le Président Emmanuel Macron a déclaré que la France devait entrer dans une « **économie de guerre** » et **que cela allait durer**. Il en a profité pour appeler à une réévaluation de la loi de programmation militaire (LPM). Le prochain budget prévoit une augmentation de 3 milliards d'euros supplémentaires pour porter le budget à 50 milliards en 2025. A cela, il faut rajouter, pour la reconstitution des stocks d'armes et de munitions, entre 3 et 6 milliards d'euros en plus de la LPM (selon un rapport parlementaire).

Dans le même temps, la Direction Générale de l'Armement va proposer un texte de loi pour autoriser l'Etat français à réquisitionner des matériaux ou des entreprises civiles à des fins militaires.

Les guerres sont des opportunités formidables d'enrichissement pour le capital et les multinationales. La guerre en Ukraine permet déjà aux trusts de nous faire les poches. TotalEnergies a explosé ses bénéfices de 16 milliards de dollars en 2021.

Pour une petite minorité de multinationales et d'actionnaires, la guerre n'est pas un problème mais une affaire juteuse. Ils se frottent les mains.

A chaque guerre son lot de drames subis par les populations. Mais surtout son flot de profits engrangés par les grands groupes industriels, notamment ceux de l'armement.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » (J. Jaurès)

Alors que de plus en plus de familles peinent à boucler les fins de mois, que les étudiants et les retraités sont de plus en plus nombreux à solliciter les associations caritatives pour manger, c'est la population française qui paiera les dépenses d'armement.

Des mesures urgentes s'imposent pour répondre à la volonté de vivre dignement de son travail dans notre pays et à la volonté de justice sociale.

Le pain et la paix. C'est un mot d'ordre historique du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, nous luttons pour le pain et la paix face à la misère et la guerre dans laquelle nous entraîne le capitalisme.

L'ARAC rappelle que la solution à la guerre en Ukraine ne doit pas être militaire mais diplomatique.

L'ARAC appelle à un cessez-le-feu immédiat. Il y va de l'intérêt de tous les peuples d'Europe.

Construire la paix, c'est construire un autre monde. C'est la satisfaction des besoins sociaux, la lutte contre les inégalités et les injustices, le respect de la souveraineté des nations et des peuples.

Ce sont les raisons parmi lesquelles l'ARAC participera activement à la grande journée de grève interprofessionnelle des syndicats du 29 septembre.

Villejuif, le 12 juillet 2022